

*Intervention à la commémoration
d'Yitzhak Rabin
Nancy, le 5 novembre 2017
Didier Francfort pour l'ACJ*

Mesdames et Messieurs les élus, Mesdames et Messieurs les
parlementaires, chers amis,

Nous sommes réunis comme chaque année pour honorer la mémoire d'Yitzhak Rabin et pour rappeler sa pensée et son action, pour proclamer, aussi, notre attachement à la paix, aux perspectives pour lesquelles Rabin a combattu et négocié et pour lesquelles il est mort, assassiné, 4 novembre 1995, assassiné par Yigal Amir, extrémiste israélien hostile aux accords d'Oslo, fanatique agissant apparemment seul mais inspiré par une odieuse campagne de haine et de diffamation qui durait depuis des mois. Par-delà toutes nos différences de sensibilité politique, si nous sommes réunis ici c'est bien parce qu'il y a dans la personnalité de Rabin quelque chose qui nous rapproche, des valeurs qui nous rassemblent et qui ne sont pas celles de l'assassin, ni celles de ceux qui ont nourri la campagne de haine qui a précédé et préparé l'assassinat. Comment maintenir aujourd'hui ces valeurs, comment les placer au cœur de nos actions ?

Tant de choses se sont passées depuis. Le fanatisme s'est développé partout dans le monde, les discours xénophobes, les discours identitaires d'exclusion et de haine se répandent. Des

réseaux criminels de fanatiques se réclamant d'une religion agissent contre les sociétés un peu partout dans le monde. Des modes de gouvernement autoritaires défient la démocratie, en limitant par exemple la liberté d'expression.

La tentation est grande de se demander ce qu'aurait fait Rabin face à tel événement ou à tel phénomène survenu après sa mort. Il ne faut pas céder à cette tentation. Elle risquerait de déformer ce qu'il a pu penser et dire en 1995. Si je peux me permettre une comparaison qui, je crois, a du sens, on a vu en France comment se sont déchirés ceux qui se réclamaient de l'héritage de Jean Jaurès assassiné lui-aussi, comme Rabin, pour avoir défendu la paix. Qu'aurait fait Jaurès en 1917 ? Personne ne pouvait l'affirmer, pas même ceux qui étaient ses proches. Pour Rabin, je crois qu'il faut, par respect pour sa mémoire, s'en tenir à ce qu'il a effectivement dit. Son dernier discours, avant son assassinat, rappelle bien l'ensemble des valeurs qui l'ont inspiré et dont, aujourd'hui, nous nous réclavons.

Dans son dernier discours, il l'a rappelé sans hésitation. Avant d'être négociateur, Rabin a été un combattant. Je le cite : « Pendant 27 ans, j'ai été un soldat. Tant qu'il n'y avait aucune chance pour la paix, j'ai combattu. Je crois qu'aujourd'hui, il existe une chance pour la paix ». Mais Rabin, qui a été ministre de la Défense et chef d'Etat-major, considèrait que l'armée israélienne a, dans la société, une

fonction qui ne se limite pas à la défense du territoire. Il y a cinquante ans, en juin 1967, lorsqu'il a été reçu Docteur Honoris Causa à l'Université Hébraïque (université qui avait été inaugurée en 1925 en présence d'Albert Einstein et de Sigmund Freud), peu de temps après avoir été un des premiers soldats israéliens à entrer dans la Vieille Ville de Jérusalem, il a prononcé un discours de remerciement dans lequel il présentait Tsahal, l'Armée de Défense d'Israël, sortie victorieuse de la Guerre des Six jours, comme une armée ayant aussi, je le cite, « de nombreuses tâches orientées vers des objectifs pacifiques », « constructifs, réalisés dans le but de renforcer les ressources culturelles et morales de la nation ». Plus tard, engagé dans le processus de paix, il s'est félicité que cet objectif de renforcement « moral et spirituel » de la nation israélienne soit avant tout, alors, l'œuvre de l'Ecole. Rabin et ses proches étaient fiers d'avoir permis à partir de 1993 au budget de l'Education Nationale israélien de dépasser le budget de la Défense. En ce sens, Rabin était proche de notre tradition républicaine française (et l'on retrouve Jaurès) qui associe de façon indissoluble démocratie et éducation.

La voie de la négociation pour la paix qui lui a semblé possible et qu'il a défendue lors de son dernier discours du 4 novembre 1995 est pour lui le chemin conforme aux exigences démocratiques. Je le cite à nouveau : « J'ai toujours pensé qu'une majorité du peuple aspirait à la paix et était prête à prendre des risques pour elle ». Rabin

a su exprimer des exigences démocratiques qui peuvent continuer à nous inspirer. « Dans toute démocratie il y a place aux dissensions », disait-il en novembre 1995. Quelles que soient nos convictions ou nos engagements, la conception de Rabin de ce qu'est la démocratie continue à nous enrichir. Cette démocratie attentive, respectueuse des oppositions, soucieuse de la liberté d'expression n'est jamais définitivement acquise. On le sait depuis Rousseau qui mettait en garde contre le risque de tyrannie de la majorité. La tentation autoritaire peut surgir dans les pays démocratiques. On le voit en Europe, y compris, dans des pays membres de l'Union Européenne, ou en Amérique. L'année dernière, lors de la commémoration de Rabin, le 10 novembre 2016, le président israélien Reuven Rivlin, qui avait été un adversaire de Rabin et des Accords d'Oslo, a mis en évidence l'idée que la vie politique israélienne devait continuer à se référer à ce principe de respect des opinions divergentes ou dissidentes. Je le cite : « Israël doit rester un Etat juif et démocratique et doit préserver le débat politique ainsi qu'une opposition forte ». Le débat est, je le cite à nouveau, « la force motrice de la démocratie ». Je poursuis cet hommage du président Rivlin - dont je ne partage pas toutes les idées - à Rabin. Il insiste sur la nécessité d'un débat ouvert, y compris à des critiques radicales. Pour Reuven Rivlin, en Israël comme dans toutes les démocraties (je cite), « une opposition forte est un prérequis pour une démocratie substantielle, et pour la confiance portée par le public dans le système

démocratique ». Le président israélien, l'année dernière, a même considéré que les expressions radicales de l'opposition sont une garantie de démocratie : « Il n'existe pas de démocratie au sens plein du terme... sans une opposition forte et vivace, coupante et mordante, qui sait s'en tenir fermement à ses positions et qui agit comme une saine 'menace' venant affronter le gouvernement de manière compétitive ».

Pour Rabin, l'exigence démocratique est universelle. Officier devenu homme politique et homme d'Etat, Yitzhak Rabin n'a jamais considéré la politique comme relevant d'un cadre national fermé, ni même de relations bilatérales (comme le Traité de Paix avec la Jordanie), multilatérales ou régionales mais comme relevant aussi d'exigences universelles. Il a voulu contribuer à répandre ses idées qu'il définissait dans un idéal démocratique de gauche en devenant Vice-Président de l'Internationale Socialiste, sous la présidence de Pierre Maurois.

Mais, comme pour Jaurès, l'engagement partisan passait chez Rabin après l'engagement humaniste fondamental. Son choix d'entamer les négociations et le processus de paix avec des organisations et des pays qu'il avait combattus exprime une forme d'optimisme humaniste. Les peuples conduits à la guerre et à la violence par des régimes dictatoriaux ou des logiques terroristes ne sont pas condamnés par nature à vivre sans démocratie. Le chemin

vers la paix implique que l'on trouve, y compris chez l'ennemi, des interlocuteurs. Dans son dernier discours, Yitzhak Rabin a identifié des interlocuteurs potentiels du côté palestinien mais en disant bien qu'ils ne représentaient pas, malheureusement, l'ensemble de la société palestinienne. Je cite car les mots ont leur importance : « La paix a ses ennemis, qui tentent de porter leurs coups contre nous dans l'espoir de faire avorter le processus de paix. Je vous le dis, en vérité, nous avons trouvé des partenaires prêts à la paix, également parmi les Palestiniens : l'OLP, qui jadis était notre ennemi, et a cessé de recourir au terrorisme. Sans partenaires prêts à la paix, il n'y aurait pas de paix. Nous leur demanderons de remplir la tâche qui leur est impartie pour la paix, comme nous remplirons la nôtre ». Remplir sa tâche, faire, de son côté, ce que l'on peut pour maintenir la paix, trouver des interlocuteurs avec lesquels on peut exprimer des exigences, ce n'est pas une utopie, un rêve de paix mais un effort constant, exigeant. Rabin considérait le 4 novembre 1995 qu'« avec la Syrie, même » la paix serait possible.

Depuis 1995, les actes de fanatisme, les crimes terroristes, les discours de haine se sont multipliés. Pour être fidèles à la mémoire de Rabin, il faut répéter son dernier message, sans chercher à le réinterpréter en l'adaptant à un autre contexte, et mettre en avant ce qui différencie la démocratie, où le débat est indispensable, du fanatisme qui refuse tout débat, d'où que vienne ce fanatisme. J'ai

longuement cité le dernier discours d' Yitzhak Rabin. Il y a 22 ans. A chacun parmi nous, en sa conscience, de rester fidèle à ses principes en regardant ce qui advient, que ce soient des pas de plus de l'escalade de la violence criminelle et de l'intransigeance politique dont les exemples abondent ou que ce soient de minces espoirs de retour à la logique de négociation et de paix. Les forces politiques régionales sont en recomposition et se redéfinissent. Du côté palestinien, un accord de réconciliation a été signé entre le Fatah qui dirige l'Autorité palestinienne et le Hamas, c'est-à-dire entre ceux qui, d'un côté, s'affirment partisans du dialogue avec Israël et, de l'autre côté, un mouvement islamiste qui ne reconnaît pas Israël. Est-ce que le retour du contrôle de l'Autorité palestinienne à Gaza peut être un pas vers la paix ? Du côté israélien, le projet sensible de « Grand Jérusalem » qui inclurait des villages palestiniens est, pour le moment, gelé. Une négociation peut ainsi être envisagée. Le parti de Rabin, le parti travailliste, semble, avec l'élection surprise d'Avi Gabbay, se réorienter dans d'autres directions. De nouveaux débats émergent. Il y a eu depuis l'assassinat de Rabin des moments où les échanges économiques et culturels entre Israël et les territoires sous contrôle de l'Autorité palestinienne ont pu se développer. Ce sont autant d'aspects qui permettent d'espérer et de continuer à œuvrer dans le sens d'un retour à la logique de la négociation.

Être fidèle à la mémoire de Rabin, c'est tenir compte de toutes ces nouvelles données, de façon lucide, en cherchant à maintenir à tout prix, tant que cela semble possible, la logique de dialogue et de négociation. C'est pour soutenir cet espoir, même fragile, que nous sommes rassemblés.